



FICHE 13

Pour favoriser l'accessibilité de tous, y compris des plus vulnérables, à l'alimentation durable, il faut soutenir l'émergence des dynamiques collectives, locales et citoyennes visant la transition du système alimentaire

Pourquoi ?



La transition vers un système alimentaire plus durable ne pourra avoir lieu que si tous les acteurs s'engagent ensemble en faveur d'un changement du système. À cet égard, **les citoyens ont évidemment un rôle à jouer, particulièrement par leur ancrage local¹**. En favorisant la mise en place de dynamiques collectives, ces citoyens ont également la possibilité de faire pression sur le monde politique. En mobilisant leurs moyens, leurs ressources, ils rendent accessibles des initiatives trop lourdes à porter d'un point de vue individuel. **Associées l'une à l'autre, ces initiatives peuvent peser sur le devenir**

d'un territoire. Enfin, s'inscrire dans ces dynamiques permet de retisser des liens sociaux et nourrit la cohésion sociale sur un territoire.

En tant que professionnel œuvrant dans une maison de quartier, un CPAS/CCAS ou encore une structure d'hébergement, vous êtes en contact avec un public de bénéficiaires qui sont également des citoyens pouvant s'engager dans ce mouvement de transition. Soutenir ces initiatives citoyennes, c'est aussi montrer à votre public qu'il est possible d'agir.

Pour votre public, s'engager dans ce type de dynamique est aussi un moyen de prendre position dans une communauté, alors que certaines formes traditionnelles de participation politique, comme l'affiliation à un parti politique ou un syndicat, ont perdu de leur attrait pour les citoyens. Pour des publics en situation de vulnérabilité, dont l'estime de soi est souvent attaquée, prendre part à ce type de mouvement peut être une source de valorisation.

Enfin, en tant que professionnel, vous êtes également un citoyen concerné par les questions alimentaires, alors, pourquoi ne pas vous lancer vous-même dans l'une de ces initiatives citoyennes ?

Comment ?

IDENTIFIER LES INITIATIVES EXISTANTES SUR VOTRE TERRITOIRE ET LES FAIRE CONNAÎTRE AUPRÈS DE VOS PUBLICS

Comme pour de nombreuses pistes présentées ici, la première étape indispensable est d'identifier ce qui existe d'ores et déjà sur votre territoire et d'opérer pour ce faire par une phase de diagnostic. Là encore, les connaissances des publics avec lesquels vous travaillez est un atout sur lequel vous appuyer dans vos démarches.

Outre cette phase d'identification, nous pensons intéressant de créer un lien concret entre les porteurs de ces initiatives et votre public. En faisant ce lien, vous contribuerez à la dimension inclusive de ces initiatives.

Inviter les citoyens porteurs de ces initiatives dans vos structures pour favoriser un échange – formel et/ou informel – permettra de lutter contre des représentations négatives qui peuvent exister au sein de votre public. En accueillant ces initiatives dans vos institutions, vous permettez à ces dernières de s'appuyer sur les liens de confiance qui préexistent entre vous et vos publics.

À titre d'exemple, à Charleroi, le supermarché coopératif Coopéco (voir fiche n°10) organise régulièrement des séances d'information tout public pour faire connaître son initiative à un maximum de citoyens. Parallèlement, des séances d'information ont également été organisées dans les espaces citoyens, dépendant du CPAS de la ville. Il s'agissait de permettre à d'autres types de publics d'être informés dans un lieu de vie connu et en présence des travailleurs sociaux reconnus par ce groupe de participants.

Si, parmi vos publics, des personnes ont envie de participer à une initiative existante, il pourra être utile de les aider à s'y inscrire concrètement, notamment en dépassant certains obstacles matériels et/ou administratifs. Ainsi, certains participants aux défis AD-In nous ont fait part, lors du processus d'évaluation, de leur souhait de s'inscrire dans une initiative citoyenne, mais en avoir été empêchés par leur statut. En effet, bénéficiant d'allocations de remplacement pour des raisons de santé, plusieurs organismes leur ont refusé l'accès à des activités impliquant du temps de bénévolat, au risque de perdre leurs allocations. Après vérification, des dérogations sont possibles, mais ces démarches administratives seront facilitées par l'accompagnement d'un professionnel.

PARTAGE DE CONNAISSANCES ET D'EXPÉRIENCES

En tant que professionnel en contact avec des publics, vous disposez de compétences et connaissances spécifiques, notamment dans l'animation de groupes. Les porteurs d'initiatives citoyennes ne sont pas toujours armés en la matière, particulièrement lors de la prise de contact avec des publics en situation de vulnérabilité. Partager vos savoir-être et savoir-faire peut enrichir ces groupes de citoyens. Votre rôle sera de faciliter la mise en relation entre le porteur d'initiative citoyenne et votre public.

De même en tant que professionnel ancré sur un territoire donné, vous disposez également d'une bonne connaissance de celui-ci et d'autres partenaires qui pourraient entrer dans la démarche. Mettre votre réseau à leur disposition peut être utile pour le développement de ces initiatives citoyennes, notamment pour faciliter le recrutement d'un public diversifié.

APPORT LOGISTIQUE ET MATÉRIEL

Disposant le plus souvent de moyens limités, ces initiatives peuvent aussi avoir besoin d'un soutien logistique, comme par exemple le prêt de locaux. À cet égard, la présence de ces initiatives citoyennes dans des lieux connus par vos publics peut également contribuer à faire tomber certaines barrières auprès de ceux-ci, piquer leur curiosité par des contacts fortuits et informels. Sur les territoires du projet AD-In, les mouvements citoyens rencontrés étaient effectivement « hébergés » au sein d'asbl et/ou d'institutions publiques du territoire. Ces collaborations, qui pourraient avoir l'air anecdotiques, ont toujours été vivement appréciées et peuvent déboucher sur des partenariats plus importants.

A titre d'exemple, à Charleroi, le service d'aide alimentaire « Faim et froid » offre ses locaux à un groupe d'achats collectifs. Ce soutien logistique a débouché sur l'utilisation de certains produits disponibles pour le groupe d'achats dans les ateliers cuisine mis en place par l'association.

De manière générale, pour les porteurs de ces initiatives citoyennes, pouvoir compter sur le soutien – quelle que soit sa forme – de structures locales peut avoir un effet levier à ne pas négliger.



Nous citons quelques exemples d'initiatives collectives, locales et citoyennes.

1. Péruwelz en Transition

Péruwelz en Transition a été mis en place par un groupe de citoyens, fin 2016, en vue de favoriser des modes de consommation plus en accord avec la protection de la planète par le biais d'actions de sensibilisation. Une charte structure l'action du mouvement sur base des principes suivants :

- limiter la hausse de la température de la planète,
- préserver les ressources naturelles de la terre,
- réduire la dépendance aux énergies fossiles, les déchets et les impacts de toute nature sur les écosystèmes,
- accroître l'autonomie alimentaire, la résilience socio-économique
- développer des liens sociaux entre les personnes.

Face à ces objectifs globaux, il s'agit de trouver des moyens concrets d'action qui répondent aux besoins locaux en fonction des moyens locaux.



Une des premières actions publiques a été la projection du film *Demain*, suivie d'un débat. Environ 60 citoyens ont assisté à cette projection, durant laquelle l'échevine de l'environnement de Péruwelz a pris la parole. Un second temps d'échanges, organisé environ deux mois plus tard et réunissant une quarantaine de personnes, a été organisé en vue de définir des priorités ; de ce temps d'échanges a découlé l'organisation de plusieurs sous-groupes de travail. Au niveau organisationnel, Péruwelz en Transition est porté par un groupe support, en charge de la coordination, du lancement des actions et de la réflexion

générale. L'objectif est que ce groupe puisse être composé d'une dizaine de personnes. Péruwelz en Transition s'appuie sur une centaine de sympathisants.

Parmi les actions mises actuellement en place, on retrouve un Repair café qui accueille les citoyens chaque premier dimanche du mois. Le groupe a par ailleurs développé un SEL (Système d'échanges local), dénommé SEL Peru et où la monnaie d'échange – qui symbolise une heure de son temps – est le PEZ. La plateforme internet a été élaborée par une classe d'informatique de l'école de promotion sociale de Péruwelz. Un autre projet est le développement d'un carré potager, initiative qui pourrait être essaimée en divers lieux de la commune si le premier essai se déroule positivement. Un premier terrain a été identifié et des contacts ont été pris avec la commune pour en vérifier la disponibilité, par l'intermédiaire du Plan de cohésion sociale de la commune.

Outre les actions concrètes, Péruwelz en Transition entend également être un groupe de réflexion en vue de défendre une vision commune de l'avenir. Péruwelz en Transition a pour objectif de faire se rencontrer toutes les forces locales autour de projets communs.

Le groupe de citoyens porteurs de cette initiative se réunit dans les locaux de différentes associations locales (principalement un service d'aide alimentaire) et collabore avec plusieurs institutions publiques de la ville (CPAS, PCS, ...) et les élus locaux.

Pour plus d'info sur les villes en transition : www.reseautransition.be

2. La ceinture aliment-terre liégeoise

Issu d'une coalition d'acteurs citoyens, économiques et culturels de la région liégeoise, ce projet ambitionne de transformer en profondeur le système alimentaire local. Il s'inscrit dans un courant plus large et déjà en cours dans la région où des dizaines d'initiatives de production et de commercialisation alternatives ont été lancées et sont à venir (alimentation de cuisine collective en circuits courts, ferme-pilote agroécologique, épicerie de produits locaux, hall relais agricole, etc). La Ceinture vise à accompagner cette dynamique et à poser les bases d'une réflexion et d'un plan d'action pour augmenter encore la part locale des biens alimentaires consommés. La Ceinture aliment-terre liégeoise se veut une plate-forme qui facilitera le développement d'initiatives multiples allant toutes dans le sens d'une plus grande part de marché pour les produits locaux, « bons, propres et justes », accessibles à l'ensemble de la population.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Favoriser l'accès de tous à une nourriture de qualité, produite dans des conditions écologiquement et socialement décentes ;
- Renforcer la souveraineté alimentaire ;
- Soutenir le développement de modèles d'agriculture, d'élevage et de transformation alimentaires moins dépendants des ressources non renouvelables et plus respectueux des écosystèmes et de la santé humaine ;
- Se réapproprié collectivement les enjeux de la filière alimentaire et construire des alternatives crédibles contribuant à récupérer la marge économique captée par les acteurs de la grande distribution ;
- Contribuer à la redynamisation de l'économie liégeoise et à la création d'emplois ;
- Créer une alliance ville-campagne ;
- Favoriser la rencontre entre acteurs professionnels de la chaîne alimentaire et consommateurs ;
- Construire un réseau d'acteurs et des synergies sur un mode de coordination décentralisé ;
- Faire le choix de l'ouverture.

La première phase du projet s'appuie sur la constitution d'une large coalition d'acteurs citoyens, institutionnels, académiques, économiques, sociaux, et agricoles. La deuxième phase consiste à créer collectivement une stratégie qui permette une mise en réseau, un essaimage et un changement d'échelle des alternatives existantes au niveau de la province de Liège.

Pour plus d'info : www.catl.be

3. La Forêt qui se mange



Cette association résulte de l'action d'un petit groupe de citoyens, déjà engagés dans des activités en lien avec la protection de l'environnement et visant à favoriser la création de liens sociaux. Désireux de rendre plus accessible une alimentation de qualité, ils ont notamment créé une forêt comestible sur un terrain mis à disposition par la ville de Grande-Synthe. Cette initiative s'appuie sur un réseau relativement élargi de partenaires, par exemple en partageant des locaux avec une association locale ou encore en établissant des liens avec un établissement scolaire situé à proximité pour y développer un certain nombre d'activités de sensibilisation.

L'entretien du terrain, les plantations, la récolte, ... toutes les activités liées à cette forêt comestible sont prises en charge par ce mouvement citoyen. Seuls les gros travaux, impliquant le recours à de la machinerie lourde, sont assurés par les services de la ville. Progressivement, le groupe souhaite travailler encore plus sur son intégration dans le quartier. Un journal rédigé par les bénévoles et imprimé par la ville va être mis en place pour faire connaître aux habitants toutes les actualités de la forêt.

Pour plus d'info : Page Facebook de l'association

NOTES DE FIN

1. Olivier De schutter, The EU's Fifth Project : Transitional Governance in the Service of Sustainable Societies, The Francqui International Conference 2014, Framing paper, p.19. Traduction assurée par Etopia : <http://www.etopia.be/spip.php?article2676#nb2>



Avec le soutien du Fonds européen de développement régional

Financeurs :



Opérateurs associés :



Opérateurs partenaires :

